Une exposition sur les mémoires des migrations peut-elle faire « basculer » les pratiques des institutions ?

Retour sur la fabrique d'une exposition et ses effets sur le territoire

Julie Garnier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/6621>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.6621](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.6621)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2018

Pagination : 43-53

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Julie Garnier, « Une exposition sur les mémoires des migrations peut-elle faire « basculer » les pratiques des institutions ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1322 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/6621> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.6621>

UNE EXPOSITION SUR LES MÉMOIRES DES MIGRATIONS PEUT-ELLE FAIRE « BASCULER » LES PRATIQUES DES INSTITUTIONS ?

RETOUR SUR LA FABRIQUE D'UNE EXPOSITION ET SES EFFETS SUR LE TERRITOIRE

Par JULIE GARNIER, sociologue, maître de conférences, université de Tours, CNRS-Citeres¹.

Inaugurée en 2011 au Château des Ducs de Bretagne-Musée d'histoire de Nantes, l'exposition *Nantais venus d'ailleurs* s'est fondée sur une démarche de collecte d'objets et de souvenirs auprès des Nantais pilotée en partenariat avec des associations locales. Cette exposition historique offre une large place au temps présent, au vécu des habitants de tous horizons migratoires, à leur insertion économique ou culturelle dans le tissu local, et également aux phénomènes de rejet qui freinent leurs parcours. Cette mise en récit plurielle, qui n'élude aucune question épineuse du champ migratoire, permet à une exposition patrimoniale de contribuer au changement des regards sur les réalités des migratoires.

Depuis la fin des années 1980, les actions visant à valoriser les mémoires des migrations se multiplient en France, portées le plus souvent par des associations locales en lien avec des politiques

publiques de rénovation urbaine et de nouvelles dynamiques sociales et économiques². Ces actions sont encouragées alors par le ministère de la Culture et de la communication qui soutient une

¹. Je remercie tout particulièrement l'équipe du Musée d'histoire de Nantes, en particulier Laurence d'Haene pour ses échanges avisés sur les pratiques patrimoniales. ². Catherine Forêt, *Travail de mémoire et requalification urbaine. Repères pour l'action*, Paris, éd. de la DIV, 2007 ; Gilles Frigoli, Christian Rinaudo, « Les usages sociaux de l'histoire de l'immigration : enquête auprès d'un cercle militant », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, 2009, pp. 137-161 ; Hélène Bertheleu (dir.), *Au nom de la mémoire. Le patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, PUFR, 2014 ; Noël Barbe, Marina Chauliac (dir.), *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, éd. de la FMSH, coll. « Ethnologie de la France », 2014 ; Morane Chavanon, « La mise en récit participative du passé migratoire local : le défi d'une mémoire partagée, entre projet urbain et mobilisation politique », in *Participations*, n° 10, 2014, pp. 39-59 ; Julie Garnier, « "Faire parler les murs" ou l'effacement institué de la mémoire des migrations. L'exemple des territoires urbains soumis à démolition », in Hélène Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 141-151.

définition élargie du patrimoine³ ainsi que par des chercheurs, des associations et des collectifs qui se mobilisent pour faire reconnaître l'étude des groupes dominés et faire changer les regards sur l'histoire de l'immigration⁴. Sur le plan institutionnel, les années 2000 marquent un tournant avec la diffusion par les instances culturelles internationales d'un principe de sauvegarde du « patrimoine culturel immatériel », qui se traduit par un appel à la création de musées de migrations et l'apparition d'une nouvelle catégorie patrimoniale, celle de « *patrimoine de l'immigration*⁵ ». La création

en 2007 d'un Musée national de l'histoire de l'immigration (anciennement la Cité nationale de l'histoire de l'immigration) marque, dans ce contexte, l'inclusion symbolique de l'objet « migrations » dans le champ patrimonial français. Des institutions patrimoniales se sont

très tôt engagées dans des actions de valorisation d'un passé migratoire comme le rappelle, dans ce numéro, la tenue de plusieurs expositions au milieu des années 1980, début des années 1990. Mais ces mises en récit ont paradoxalement laissé peu de traces dans l'espace public, ce qui pose toute une série de questions sur la légitimité conférée à ces actions : une exposition sur les mémoires des migrations peut-elle « faire basculer » les pratiques des institutions ? Quel est le rôle des structures publiques et des collectivités locales dans ces processus de légitimation ? Et quels sont les effets de ces actions sur le territoire ?

Pour répondre à ces questions, nous proposons dans cet article de revenir sur la fabrique d'une exposition portant sur les mémoires des migrations, intitulée *Nantais venus d'ailleurs* et présentée en 2011 par le Musée d'histoire de Nantes dans les bâtiments du Château des Ducs de Bretagne. Cela nous permettra, d'une part, d'interroger les ressorts d'une « *reconnaissance située*⁶ » d'un patrimoine des migrations et d'éclairer, d'autre part, la portée de cette expérience sur le territoire. Nous appuierons notre propos sur les résultats d'une enquête ethnographique menée à différentes périodes, auprès d'une institution patrimoniale et de ses différents partenaires⁷.

Retour sur la fabrique de l'exposition

Au début des années 2000, l'histoire locale des migrations est peu connue à Nantes comme dans d'autres métropoles françaises. La publication en 2007 d'un ouvrage grand public, *Nantais venus d'ailleurs. Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours*, coordonné par l'historien Alain Croix, fait émerger cette question sur la scène publique. Cet ouvrage, résultat d'un atelier de recherche conduit en 2005 par l'association Nantes Histoire avec le soutien du Musée d'histoire de Nantes et du service des Archives municipales, rencontre un vif succès et contribue à faire connaître l'histoire des migrations dans la ville, mais aussi à construire la valeur patrimoniale de cette histoire.

Lorsque le Musée d'histoire de Nantes rouvre ses portes en 2007, après d'importants travaux de

Au début des années 2000,
l'histoire locale
des migrations
est peu connue à Nantes
comme dans d'autres
métropoles françaises.

3. Henri-Pierre Jeudy (dir.), *Patrimoines en folie*, Paris, éd. de MSHS, 1990. 4. Michèle Baussant, Marina Chauviac, Irène Dos Santos, Évelyne Ribert, Nancy Venel, « Introduction », in *Communications*, n° 100, 2017, pp. 7-20. 5. Se reporter au séminaire « Patrimonialisations des (im)migrations : acteurs, lieux et enjeux d'une invention contemporaine » proposé en 2016 par le Laboratoire MRTE, UCP, à l'initiative d'Élisabeth Auclair, Anne Hertzog, Marie-Laure Poulot, Laboratoire MRTE, UCP. 6. Hélène Bertheleu, « Reconnaissances situées et pluralisation du "nous". Effets et portée des mémoires des migrations », in *Communications*, n° 100, 2017, pp. 151-163. 7. Cette enquête a été réalisée en 2011 avec des retours réguliers sur le terrain en 2014, 2016, 2018. Elle a été soutenue par le ministère de la Culture et de la Communication dans le cadre du groupement d'intérêt scientifique « Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles » (GIS IpaPic) présidé par Hélène Hatzfeld de 2009 à 2016. Dans ce cadre, notre démarche a consisté à conjuguer des entretiens, des observations de terrain et une analyse de documents rendus publics (documents de communication interne, articles et dossiers de presse, etc.). Au total, nous avons réalisé une vingtaine d'entretiens auprès des membres de l'équipe du musée (commissaire d'exposition, conservateur, régisseur des œuvres, responsable du service des publics, du handicap), des responsables des politiques publiques et des représentants de l'État (élus, responsable d'une mission), des responsables d'association et d'un chercheur (historien). Voir le rapport final déposé au ministère de la Culture et du patrimoine : Julie Garnier, « Mise en patrimoine des migrations et représentations de l'interculturel. Approche d'une pratique muséale en région », 2011.

rénovation de son site, l'équipe fait le constat d'un manque muséographique important sur la partie contemporaine. À cette époque, comme le souligne la responsable du service des publics du musée, les salles consacrées à la période contemporaine n'étaient pas satisfaisantes car « nous n'avions pas pu donner à voir les habitants du territoire⁸ ».

Pour répondre à ce constat, le musée inaugure dès 2008 une nouvelle série de manifestations rythmées par des rencontres avec le public (« Nantais, qui sommes-nous ? ») et des expositions temporaires (*Peut-on liquider Mai 68 ?*⁹), qui ont pour objectif « d'interroger et de mettre en perspective des pans d'histoire et de mémoire de la ville ou des acteurs oubliés dont l'histoire et l'actualité façonnent aujourd'hui nos regards et nos pratiques¹⁰ ». Cette programmation vise alors à enrichir les collections du musée dans trois directions : les acteurs ou les périodes liées à l'histoire de Nantes, les relations de la ville avec le reste du monde, les faits de l'activité maritime et coloniale. L'exposition *Nantais venus d'ailleurs* poursuit ces objectifs en abordant l'histoire contemporaine de manière plus générale.

L'adoption de cette thématique d'exposition par l'équipe du musée en 2008 marque l'entrée de l'objet « migrations » dans l'institution. Il y a eu pourtant des précédents dans la ville. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, plusieurs initiatives portées par des associations locales et des collectifs appellent à la valorisation de cette histoire par le biais d'exposition¹¹, d'écrits ou de recherche¹². Mais à cette période, le contexte local semble peu propice

à l'aboutissement d'un projet patrimonial. Quant aux associations et aux institutions en charge des responsabilités patrimoniales, elles ne semblent pas prêtes pour travailler ensemble¹³.

Les migrations comme enjeu muséal et citoyen

Au début des années 2000, si l'objet « migration » s'impose aux yeux de l'institution patrimoniale comme une « nécessité à la fois muséale et citoyenne », c'est parce qu'il rentre en congruence avec plusieurs éléments de contexte nationaux et locaux. D'une part, le Musée d'histoire de Nantes se saisit de la question migratoire à un moment où il se questionne sur sa façon de s'ancrer sur le territoire, de s'y faire reconnaître et d'appréhender les évolutions qui le traversent. D'autre part, la ville de Nantes rencontre des mutations urbaines et démographiques importantes, avec notamment l'arrivée de migrants originaires des pays africains et d'Europe, d'Asie et d'Amérique¹⁴. Historiquement peu concernée par les migrations de travail, Nantes connaît depuis 2005 « un renouveau de l'immigration¹⁵ » avec une présence immigrée qui atteint en 2011 entre 6 % et 8 % des habitants dans les principaux pôles industriels de la région (Nantes,

Au début des années 2000, si l'objet « migration » s'impose aux yeux de l'institution patrimoniale comme une « nécessité à la fois muséale et citoyenne », c'est parce qu'il rentre en congruence avec plusieurs éléments de contexte nationaux et locaux.

8. Notes de terrain. Voir également Julie Garnier, Laurence d'Haene, « Ce n'est pas une expo sur les cultures du monde ! » ou comment l'institution muséale fait entendre sa démarche auprès des populations. Retour sur la collecte de l'exposition « *Nantais venus d'ailleurs* », communication pour le colloque « Mémoires des migrations : quelles traces en Région Centre ? », présentée à l'Hôtel de région d'Orléans, 2013.

9. Voir les dossiers de presse en ligne : http://www.chateaunantes.fr/sites/chateau-nantes.fr/files/dp-nantais_qui-sommes-nous.pdf – <http://www.chateaunantes.fr/sites/chateau-nantes.fr/files/dp-mai-68.pdf> 10. Notes de terrain. 11. L'exposition *Mémoire des migrations : tolérance, intolérance du Moyen Âge au XX^e siècle* proposée par l'association Les anneaux de la mémoire à la fin des années 1990 (1998-1999) a été présentée à l'espace international Cosmopolis. 12. Le Centre interculturel de documentation (CID) a publié à cette période *Le livre blanc des immigrations dans l'agglomération nantaise* (1985) et soutenu la publication de l'ouvrage de Charles Bado *Nantes et ses étrangers* (1993). Il participe également à la réalisation d'une synthèse sociologique sur « histoire et mémoire des immigrations en région Pays de la Loire » (2007) coécrite par Stéphane Beaud, Chadia Arab, Karine Meslin, Alain Gallierand. Voir Stéphane Beaud et al., « Histoire et mémoires des immigrations dans les Pays de la Loire », in *Hommes & Migrations*, n° 1273, 2008, pp. 110-122. 13. À cette période, le service des archives municipales organise trois jours de rencontres consacrés aux actions mémorielles de/dans la ville (« Quartiers à vos mémoires », 2005) en lien avec le programme de recherche interministériel « Culture, ville et dynamique sociale ». Mais, dans ce programme qui réunit des acteurs associatifs locaux, des chercheurs, des services patrimoniaux et administratifs, des professionnels de la ville et de la culture (urbanistes, artistes, ethnologue), les mémoires des migrations n'apparaissent pas comme une question centrale. 14. Institut national de la statistique et des études économiques, 2015. 15. Institut national de la statistique et des études économiques, 2005.

Portraits de plain pied, exposition *Nantais venus d'ailleurs*.
© MUSÉE D'HISTOIRE DE NANTES.

Saint-Nazaire, Angers, Cholet). Ce « renouvellement migratoire » interpelle d'autant plus la collectivité locale que le contexte national est également marqué à cette période par l'intensification des flux migratoires, des tensions sociales et des violences urbaines (émeutes de 2005, débat sur l'identité nationale, etc.).

La ville de Nantes réagit en proposant une politique volontariste en faveur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations comme le montre la création en 2005 du Conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers (CNCE) dont l'un des objectifs est de promouvoir la citoyenneté de résidence pour les étrangers non membres de l'Union européenne, dépourvus de droit de vote et d'éligibilité. Attaché au principe de la Charte européenne des droits de

l'homme dans la ville, le CNCE vise, comme le rappelle l'adjointe au maire de l'époque, déléguée à l'intégration et à la citoyenneté des personnes immigrées, à « co-élaborer, avec les étrangers eux-mêmes, la "politique d'intégration" de la ville de Nantes¹⁶ ». Au centre de ces actions, la promotion de la diversité est une valeur fortement défendue. Le maintien du festival Tissé Métisse¹⁷ depuis plus de trente ans, la création d'un Mémorial de l'abolition de l'esclavage (2012), l'obtention du Label diversité (2012 et 2015) ainsi que les devises du CNCE, « Français, étrangers, tous Nantais », et de la mission à l'égalité, « Nantais venus d'ailleurs, quelle que soit votre origine, vous êtes les bienvenus », illustrent bien l'engagement de la mairie socialiste en ce domaine.

¹⁶. Notes de terrain. ¹⁷. Tissé Métisse est une association née des mouvements d'éducation populaire et du syndicalisme dont les actions s'articulent autour de la lutte contre les discriminations. Au cœur de ses actions, une manifestation culturelle d'envergure (le festival interculturel Tissé Métisse) a lieu chaque année à la Cité des congrès de Nantes. Voir en ligne : <http://www.tisse-metisse.org/>

En parallèle, la ville de Nantes s'engage dans une politique culturelle de valorisation de son passé en lien avec la réhabilitation d'un de ses anciens sites de l'industrie navale, situé au cœur de la Loire, et aujourd'hui renommé l'Île de Nantes¹⁸. Ce projet d'aménagement s'accompagne d'une offre culturelle conséquente qui mobilise deux principaux registres de valeurs : « *les valeurs patrimoniales, au sens classique de la conservation des héritages et les valeurs contemporaines s'appuyant, elles, sur des usages esthétiques, culturels ou ludiques, de ces héritages*¹⁹ ». Le regroupement en 2011 de l'office de tourisme (aujourd'hui Nantes tourisme), de la société d'économie mixte Nantes culture et patrimoine qui gère entre autres le Château des ducs de Bretagne et l'activité Estuaire, sous l'égide de la société publique locale dénommée Voyages à Nantes, est un élément fort de cette politique publique de redéveloppement urbain, culturel et touristique de la métropole.

Ce volontarisme politique en matière de culture participe toutefois, comme le montrent différents travaux²⁰, à la mise en marge des mémoires urbaines, notamment des mémoires des migrations, souvent absentes de ces « grands » projets culturels au profit de la valorisation d'autres mémoires, ici celles de l'eau, de la traite négrière ou plus modestement de l'histoire ouvrière. Les professionnels du patrimoine reconnaissent d'ailleurs qu'il n'y a pas de ligne nette sur cette question de la valorisation des mémoires des migrations au sein des services patrimoniaux de la ville (notes de terrain).

Mettre en scène la diversité culturelle ou la croyance en les bienfaits de la mise en récit publique du passé

Dans ce contexte, la proposition d'une exposition consacrée à la mémoire des migrations vient quelque peu bousculer ce consensus patrimonial,

en appelant à valoriser une autre dimension du passé et par là même une autre image de la ville, qui ne soit plus seulement attractive et commémorative mais aussi cosmopolite et hospitalière. Cette proposition d'exposition reçoit d'ailleurs très tôt le soutien de la municipalité, en particulier de la délégation à l'intégration, à l'égalité et à la citoyenneté, qui y voit là l'occasion d'actualiser son engagement public en faveur du pluralisme à un moment où les enjeux d'attractivité métropolitains et de compétition territoriale semblent prendre le dessus.

La vocation de cette exposition, comme le soulignent les discours de l'équipe du musée est de « *restituer l'humanité* » du territoire, de rendre visible « *la réalité vécue de ces hommes et de ces femmes* », de « *donner des clés de compréhension de cette riche histoire commune à un public large, parfois éloigné de ces questions* », de valoriser « *l'expression culturelle de la diversité* » (notes de terrain). L'exposition est entendue comme un outil possible d'intégration et de cohésion sociale. C'est ici la fonction sociale et politique du patrimoine qui est mise en valeur. Ce point de vue renvoie alors tout autant aux significations politiques conférées à la « diversité culturelle » qu'à la croyance en les bienfaits de la mise en récit publique du passé. Le discours sur la diversité s'est en effet imposé en France comme dans d'autres pays, au milieu des années 2000, sous l'influence des normes européennes et de la mise en place d'un cadre juridique antidiscriminatoire, pour évoquer les problématiques du vivre ensemble et de l'intégration, en se détournant des catégories de la race et de l'ethnicité. Son imprécision quant aux catégories visées facilite sa diffusion et son appropriation nationale dans plusieurs domaines de la vie sociale, qu'il s'agisse du monde de l'entreprise et du travail, de l'éducation ou de l'action publique. Mais cet éloge de la diversité masque bien souvent une visée politique ethno-nationale et assimilationniste, qui

L'exposition est entendue comme un outil possible d'intégration et de cohésion sociale. C'est ici la fonction sociale et politique du patrimoine qui est mise en valeur.

¹⁸. Amélie Nicolas, Thomas Zanetti, « Patrimoine et projet urbain : produire et valoriser la localité à Saint-Étienne, Nantes et Clermont-Ferrand », in *Espaces et sociétés*, n° 152-153, 2013, pp. 181-195. ¹⁹. *Ibid.*, p. 187. ²⁰. *Ibid.* ; Philippe Masson, Marie Cartier, Remy Le Saout, Jean-Noël Retière, Marc Suteau, *Sociologie de Nantes*, Paris, La Découverte, 2013.

dépolitise le problème du racisme et des discriminations, et œuvre à une visibilité accrue des identifications particulières²¹.

Dans le même temps, le travail de mémoire devient un impératif moral tout autant qu'une catégorie de l'action publique, discutée par les chercheurs. Il est pensé comme un outil d'intégration, un moyen d'affirmer une identité propre, de recréer des repères identitaires et patrimoniaux dans « *une logique de gestion par le haut de la diversité culturelle*²² ». Ces démarches qui expriment la croyance en les bienfaits de la mémoire, prennent un sens particulier dans les quartiers qui ont fait ou vont faire l'objet de restructuration urbaine. Elles contribuent alors autant à inciter les souvenirs des habitants qu'à pacifier les relations sociales pour

Dans le même temps,
le travail de mémoire
devient un impératif moral
tout autant qu'une catégorie
de l'action publique,
discutée par les chercheurs.

leur permettre d'intérioriser la perte²³. Divers travaux²⁴ ont montré les effets dépolitisant des enjeux liés à l'immigration lorsqu'ils s'inscrivent dans une démarche mémorielle et patrimoniale. « *Qu'il s'agisse de*

*contester le patrimoine ou de l'utiliser pour contester, la digestion patrimoniale simultanée neutralise les enjeux politiques*²⁵. » Aussi, les discours en faveur du pluralisme et du besoin de mémoire peuvent conduire « à refouler le répertoire conflictuel de l'anti-discrimination, à occulter en dernière instance la question ethno-raciale, et à gommer les rapports de pouvoir entre les groupes majoritaires et minoritaires²⁶ », ce qui fait dire aux auteurs que la valeur de la diversité réside d'abord dans l'utilité qu'elle procure. L'analyse ethnographique de ces discours dans des contextes institutionnels variés montre que la valeur de la diversité, presque impossible aujourd'hui à contester parce

qu'« *elle s'ancre dans le principe d'un enrichissement collectif* », sert finalement d'appui à une « *inclusion sélective* » qui privilégie les intérêts de la majorité ainsi que les valeurs de l'ordre néolibéral²⁷.

Pour le musée comme pour la municipalité, en s'engageant dans une action de ce type, il s'agit bien plus au départ de chercher à construire l'image d'une ville inclusive au nom du principe d'enrichissement collectif, que de faire entendre les revendications patrimoniales des minoritaires. Nous verrons toutefois que cet engagement en faveur des mémoires plurielles n'est pas sans effet.

Exposer les migrations : un travail coopératif

Pour mettre en place une démarche citoyenne, le musée constitue un conseil scientifique²⁸ et lance une collecte participative, qui va durer plus de deux ans et mobiliser près de 120 prêteurs. À travers cette démarche, il s'agit pour le musée d'impliquer la société civile, en considérant leurs savoirs, et de constituer dans le même temps une collection qui inclut le commun.

L'une des singularités des expositions de société qui s'intéressent à cette question est en effet de ne pas s'appuyer sur des collections préexistantes, obligeant pour ainsi dire l'institution patrimoniale à construire l'exposition « avec » la société civile²⁹. Pour la régisseuse des œuvres du musée, « *les prêteurs sont la substance même de cette exposition* » (notes de terrain). Pour répondre à cette nécessité, le Musée d'histoire de Nantes va mettre en place une collecte auprès des « concernés », en invitant ses derniers à venir déposer leurs objets et leurs

21. Milena Doytcheva, « Usages français de la notion de diversité : permanence et actualité d'un débat », in *Sociologie*, vol. 1, n° 4, 2010, pp. 423-438. 22. Marina Chauillac, Nancy Venel, « Patrimonialiser l'immigration via les témoignages : enjeux et embûches », in *Communications*, n° 100, 2017, pp. 105-118. 23. Julie Garnier, « Patrimoine des migrations et imaginaire territorial : la construction d'un grand récit intégrateur. L'exemple de l'exposition « *Nantais venus d'ailleurs* », in Hélène Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France...*, op. cit., pp. 231-241. 24. Voir les travaux de Mustapha Belbah, Smâin Laacher, *Immigration, politiques et usages de la mémoire*, Paris, Génériques/Fasild/Equal, 2005 ; Anouk Cohen, « Quelle histoire pour un musée de l'immigration à Paris ! », in *Ethnologie française*, vol. 37, n° 3, 2007, pp. 401-408 ; Anne Monjaret, Mélanie Roustan, « Digestion patrimoniale », in *Civilisations*, n° 2, 2012, pp. 23-42. 25. Anne Monjaret, Mélanie Roustan, op. cit. 26. Laure Bereni, Alexandre Jaunait, « Usages de la diversité », in *Raisons politiques*, n° 35, 2009, p. 10. 27. Ibid., p. 7. 28. Le conseil scientifique regroupe la commissaire de l'exposition, la conservatrice du musée, un historien, la directrice du Patrimoine et de l'archéologie, le responsable de la mission Politique d'intégration et de lutte contre les discriminations. 29. Fabrice Grognet, « Quand "l'étranger" devient patrimoine français », in *Hommes & migrations*, n° 1267, 2007, pp. 28-37.

souvenirs au musée. Mais ces derniers se sentent au départ, peu concernés par cette initiative ou tout du moins la comprennent mal. Ils répondent d'ailleurs très peu à l'appel lancé par le musée sur le principe du « *Venez raconter votre histoire au musée* ». Cette contradiction interroge l'idée même d'un besoin de mémoire et d'un désir de pérennité dans la mesure où le fait de venir déposer un objet ou de témoigner ne fait pas forcément sens.

Le musée se tourne alors vers des associations dites « transversales », principalement des associations de soutiens ou des collectifs d'appui aux étrangers, pour ouvrir les formes de participation. Il s'appuie également sur les services et les opérateurs de la ville (mission d'intégration, équipes de quartiers, ateliers d'apprentissage linguistique) ainsi que sur les institutions scolaires pour diffuser l'information et sensibiliser la population locale à cette démarche. Dans cette configuration, le rôle des associations locales va s'avérer déterminant. En endossant le rôle d'intermédiaire-relais dans le travail de collecte, ces associations vont tout d'abord permettre au musée de dépasser les freins de la participation, en lui permettant de constituer de nouveaux réseaux et de nouer des rapports de confiance durable avec les populations locales mais, plus encore, leur collaboration fait entendre la parole des concernés dans l'arène patrimoniale. Ces associations vont, en effet, revendiquer une place en tant « qu'expert » dans ce projet, reprochant à l'institution leur mise à l'écart des décisions (dans l'élaboration du synopsis et de la scénographie). Pour répondre à cette demande, le musée va proposer à ces associations un espace à l'entrée de l'exposition dans lequel ils auront carte blanche. Il va également leur proposer plusieurs temps forts dans la programmation culturelle autour de l'exposition (conférences débats, spectacles, créations artistiques, plastiques, café polyglotte, salon de revues spécialisées) et organiser, dans la cour du château, une fête interculturelle pour mieux faire connaître le rôle des associations dites « communautaires³⁰ ».

Le musée comme espace de débat

Une exposition ne « parle » pas à tout le monde, de surcroît lorsqu'elle est présentée dans un haut lieu du patrimoine local. Aussi, les associations locales vont travailler avec le musée pour tisser des relations avec des publics peu habitués à fréquenter l'institution muséale. Certains vont néanmoins réagir vivement à cette sollicitation. Les manifestations qui se tiennent dans le musée et « hors les murs », dans le cadre de la programmation culturelle autour de l'exposition, vont permettre de faire entendre la parole de ceux et celles qui n'ont pas participé à l'exposition en tant que déposant. Au cours de ces rencontres, le débat porte généralement sur des problématiques peu abordées dans l'exposition : les conditions de vie des migrants, les mesures répressives qui sont prises à leur rencontre, les luttes militantes, les discriminations, sans oublier la question complexe de l'identité et de l'altérité. Les associations organisatrices de ces conférences appellent alors à prendre de la distance avec la catégorie « Nantais venus d'ailleurs », qu'elles jugent réductrice et clivante. Le recours à cette catégorisation n'est en effet pas dénué d'ambiguïté. Bien qu'elle ne repose pas sur une frontière juridique de la nationalité, elle mobilise dans les faits des critères ethniques pour définir les frontières de l'inclusion et de l'exclusion dans la vie de la cité³¹. Invités par une association dans le cadre d'une conférence-performance intitulée « 2^e-3^e génération : Nantais toujours venus d'ailleurs ? », des jeunes d'un quartier populaire (artistes, rappeurs, slameurs et danseurs de hip-hop) prennent la parole pour contester cette catégorisation. Ce qui pose problème dans ces

Une exposition ne « parle » pas à tout le monde, de surcroît lorsqu'elle est présentée dans un haut lieu du patrimoine local. Aussi, les associations locales vont travailler avec le musée pour tisser des relations avec des publics peu habitués à fréquenter l'institution muséale.

³⁰. Voir l'entretien avec la commissaire de l'exposition publié en 2011 dans la revue *Hommes & Migrations*. ³¹. Anouk Flamant, « Donner la parole aux étrangers ? De la création d'une participation politique à l'usage ethnisé de la catégorie d'"étranger" par les municipalités », in *Participations*, n° 14, 2016, pp. 237-264.

catégorisations qui classent les individus présents sur le territoire en Français, étrangers, descendants d'étrangers nés sur le territoire national, immigrés de deuxième ou de troisième génération, c'est qu'elles sont indistinctement nativistes et nationalistes (le territoire étant conçu comme nécessairement celui de la nation).

Le temps de ces conférences-débats, le musée se transforme en un espace du dicible qui rend possible la mise en débat de ces catégories et permet, par les interactions qui s'y développent, de rétablir une forme de compréhension d'autrui, jusqu'alors « distordue ». Ces temps de débats sont importants car ils obligent l'institution à passer d'une prise en compte normée des « *acteurs faibles*³² » à une écoute sensible de leurs situations. En devenant « compréhensive », l'institution patrimoniale rend audible

les revendications des participants. On comprend dès lors combien il n'est pas si aisé pour une partie d'entre eux de se reconnaître dans l'identité « Nantais venus d'ailleurs ». Au cours de ces échanges, un homme âgé d'une cinquantaine d'années et originaire d'un pays africain témoigne : « *Lors d'une*

rencontre avec le monde juridique, on m'a interpellé pour me demander : "Vous êtes français comment Monsieur³³ ?" » Ce qui ressort de ces temps de débats, c'est une revendication de la part des intéressés à la libre disposition identitaire. Tous refusent le jeu des appartenances établies et appellent à ne pas devoir choisir parmi une seule et même identification, rappelant combien ces catégories qui ne reposent pas sur des frontières juridiques relèvent d'une construction sociale de l'altérité. Ces temps de discussions soulignent en somme toute l'ambivalence

de la « *reconnaissance institutionnelle*³⁴ » qui demande aux individus de reconnaître la validité des catégories assignées qui leur sont appliquées, tout en considérant la capacité de parole des concernés, ici des migrants et des descendants, qui refusent de collaborer à leur propre épinglage identitaire, en revendiquant le droit d'être d'ici et d'ailleurs, sans obligation de choisir.

Un basculement des pratiques

Par le succès qu'elle rencontre, près de 25 000 visiteurs³⁵ sur six mois, l'exposition *Nantais venus d'ailleurs* a permis de mieux faire connaître l'histoire locale des migrations en donnant à voir le vécu des populations migrantes. Mais ce succès ne produit pas seulement de la visibilité autour de cette question. Il suscite également de nouvelles formes d'engagement qui nourrissent le processus en cours de patrimonialisation des migrations. Cette exposition a donné lieu, par un effet boule de neige, à de nouvelles actions, relayées par les réseaux associatifs et les structures publiques de la ville. À la suite de cette exposition, une dizaine de nouveaux projets sont ainsi mis en œuvre. On peut citer, par exemple, l'initiative du Centre interculturel de documentation (CID Orig'iNantes) qui demande en 2014 à huit dessinateurs de la région de réaliser une bande dessinée : *DestiNation*. Pour l'association, il s'agit alors de créer, à l'occasion de ses vingt ans d'existence, un outil pédagogique qui rende compte des parcours de migrants dans la région. On peut également mentionner l'organisation en 2013 d'une rencontre interrégionale portée par le Musée national de l'histoire de l'immigration en partenariat avec le Musée d'histoire de Nantes sur le thème des ressources de l'histoire des migrations, qui

Par le succès qu'elle rencontre, près de 25 000 visiteurs sur six mois, l'exposition *Nantais venus d'ailleurs* a permis de mieux faire connaître l'histoire locale des migrations en donnant à voir le vécu des populations migrantes.

³². Jean-Paul Payet et Denis Laforgue utilisent la notion « *d'acteur faible* » pour désigner des individus ou des groupes en situation de dé ou de re-qualification, soit parce qu'une « *disqualification ordinaire les prive d'un statut d'égal* », soit qu'ils sont affaiblis par une « *catégorisation de l'action publique qui naturalise leur place dans l'espace social* ». Jean-Paul Payet, Frédérique Giuliani, Denis Laforgue (dir.), *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, pp. 9-25. ³³. Notes de terrain.

³⁴. Jean-Paul Payet, Alain Battagay (dir.), *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2008. ³⁵. Ce chiffre a été présenté par un membre de l'équipe du musée lors d'une communication présentant l'exposition. S'il est difficile d'avoir des éléments de comparaison, ceux qui ont participé à la mise en place de cette exposition considèrent que 25 000 visiteurs, c'est à la fois très peu par rapport à des expositions plus artistiques (de type beaux-arts) et beaucoup pour une exposition d'histoire dont l'échec était annoncé.

Scénographique de l'exposition *Nantais venus d'ailleurs*, introduction. © MUSÉE D'HISTOIRE DE NANTES.

réunit l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs des régions Pays-de-la-Loire et de Bretagne³⁶.

S'ensuivent, en 2016, deux nouvelles expositions conduites par le Musée d'histoire et une association municipale qui abordent les migrations sous l'angle politique et artistique. Dans le cadre de l'exposition *Icônes. Trésors de réfugiés*, le Musée d'histoire de Nantes va ainsi exposer pendant quatre mois, dans la cour du château, qui est accessible à tous, *Pledges* (littéralement *Promesses*), une œuvre plastique imposante de l'artiste grecque Kalliopi Lemos,

représentant une allégorie du voyage migratoire, symbolisé par un bateau abandonné, recouvert de milliers de « tamata », ces offrandes votives fabriquées à la main et déposées par les migrants dans les églises orthodoxes afin de surmonter les défis du voyage incertain qui les attend³⁷. Une association à régie municipale propose simultanément un ensemble de manifestations sur la thématique des migrations (expositions, conférences, spectacles, cinéma, danse) pour faire entendre la voix de la ville et sensibiliser les habitants à cette cause : « *Nantes [est] une ville ouverte sur le monde, qui porte*

³⁶. « Changer les regards, quels outils pour faire changer les représentations sur l'immigration ? », voir le programme en ligne : <http://www.histoire-immigration.fr/agenda/2013-01/rencontre-regionale-nantes> ³⁷. Voir la présentation en ligne de l'œuvre et de l'événement : <http://www.chateaunantes.fr/fr/evenement/pledges>. Cette œuvre a ensuite été présentée à l'automne 2017 et hiver 2018 au Musée national de l'histoire de l'immigration – Palais de la Porte Dorée.

une tradition d'accueil et de tolérance³⁸ ». Dans la continuité de ces actions, une nouvelle série de manifestations intitulée Regards de migrants est portée en 2017 par le réseau des médiathèques de l'agglomération en partenariat avec des associations. Elle s'attache à rendre compte du vécu des migrants dans la ville. Toutes ces actions contribuent par leur inscription dans le temps à remodeler les « façons de faire patrimoine³⁹ ».

Ce basculement des pratiques est visible à plusieurs niveaux. Au niveau de l'action publique, la municipalité intègre dès 2014 l'idée de conduire une « démarche active autour de l'histoire et des mémoires des migrations » pour « renforcer la reconnaissance des diversités culturelles et promouvoir une métropole interculturelle » comme un axe fort de sa politique

d'intégration (notes de terrain)⁴⁰. Au niveau patrimonial, la reprise de ces actions par une pluralité d'acteurs a des conséquences sur la qualification et la présentation des objets ou des témoignages collectés. Certaines de ces actions vont en effet permettre de transformer les collections et de renouveler les fonds patrimoniaux, en y incluant les

migrations comme objet patrimonial. Ainsi, la bibliothèque municipale Jacques Demy intègre en 2017 dans son fond patrimonial un des exemplaires de *L'encyclopédie des migrants*, un ouvrage qui réunit quatre cents témoignages de personnes qui ont immigré dans huit villes de la façade atlantique européenne⁴¹.

De son côté, le Musée d'histoire de Nantes généralise la démarche de la collecte participative (*En guerres, Nantaises au travail*) et fait entrer des

documents et objets issus de ces collectes dans ses collections. Pour l'exposition *Nantais venus d'ailleurs*, il s'agit principalement du fonds photographique de Louis Cadieux, ancien directeur du foyer des Alouettes⁴², daté des années 1970, documentant l'arrivée des migrants dans la ville, ainsi qu'une mosaïque *Au bon raisin* réalisée par des artisans d'origine italienne de la région du Frioul, qui ornait la façade d'un café à Nantes, restaurée en 2011. Lors de son retour au musée, cette mosaïque a été exposée et son travail de conservation a été mis en valeur⁴³. Peu d'objets personnels issus de la collecte ont finalement intégré les collections permanentes du musée mais ces dernières ne sont pas figées, et les personnes qui ont contribué à la construction de cette exposition peuvent à tout moment émettre le souhait d'un don.

Le fait que ces actions soient présentées dans de « hauts lieux » du patrimoine joue également un rôle important dans ce processus de reconnaissance collective d'un patrimoine local des migrations. Ces pratiques légitimantes impliquent toutefois des changements importants dans les postures et les méthodes de travail.

Dans la situation étudiée, c'est la collaboration régulière entre différents acteurs (ici des institutions culturelles et patrimoniales, des représentants des politiques publiques, des associations, des acteurs issus de la société civile et un chercheur) doublé des « effets de lieu⁴⁴ » qui semblent avoir des effets de légitimation. Les relations qui se tissent à l'issue de ces expériences entre l'institution et les publics, mais également entre l'institution et ses partenaires, rendent ces collaborations possibles. Mais c'est aussi parce que ces actions font trace dans la vie des habitants que ces formes de reconnaissance adviennent. Des travaux récents

Le Musée d'histoire de Nantes
généralise la démarche
de la collecte participative
(*En guerres, Nantaises
au travail*) et fait entrer
des documents et objets issus
de ces collectes
dans ses collections.

38. Voir le dossier de presse en ligne : <https://www.nantes.fr/files/live/sites/nantesfr/files/PDF/Actualites/DVQ/Centre%20ville/Cosmopolis/Migrations2016.pdf> 39. Hélène Hatzfeld (dir.), *Regards décalés sur des patrimoines silencieux*, Paris, Atelier Henry Dougier, 2015.

40. L'appel à encourager la mémoire des migrations est présent dans les actions de la ville dès 2010 comme le rappelle le mandat 17 du rapport d'activité du CNCE présenté au conseil municipal du 1^{er} avril 2011 : voir en ligne : <https://www.nantes.fr/Sgid/DataSgid/themes/conmun/.../cmo1042011-11-rapport.pdf> 41. L'encyclopédie des migrants est un projet d'expérimentation artistique initié par une association rennaise l'Age de la tortue qui œuvre principalement dans le champ des arts visuels et des arts vivants. Voir en ligne <http://www.encyclopedia-des-migrants.eu/digital/> 42. Ce foyer situé dans le quartier de Chantenay à Nantes et géré par l'association d'entraide aux Nord-Africains a abrité environ 500 travailleurs immigrés, principalement originaires d'Algérie, entre 1958 et 1972.

43. Pour visualiser l'objet et le travail de conservation qui a été mis en œuvre : <http://sculpt.fr/> 44. Pierre Bourdieu, « Effets de lieu », in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 249-262.

ont souligné combien les visiteurs sont touchés par ces actions⁴⁵ qui rendent appropriables des expériences propres. La chargée du développement et de la politique des publics du musée évoque l'importance de ces « *expositions citoyennes* » car « *elles permettent à des publics de venir en famille et de rediscuter de leurs histoires*⁴⁶ ». Outre son caractère inédit, l'exposition *Nantais venus d'ailleurs* va, de ce point de vue, avoir une portée symbolique très forte. Elle est inaugurée en présence du maire de l'époque Jean-Marc Ayraut, de toute l'équipe du musée, de l'ensemble des responsables des principales

associations de la ville et d'anciens tirailleurs algériens érigés en invités d'honneur. Les discours publics tenus à cette occasion ont rendu hommage à tous « *ceux et celles venus d'ailleurs* », « *qui nous ont aidés à devenir ce que nous sommes*⁴⁷ ». Ce qui semble donc se jouer ici, dans ces engagements à exposer des mémoires de migrations, c'est tout autant la reconnaissance de la place des populations considérées comme stigmatisées et discriminées, l'affirmation publique d'une forme de respect que la construction d'une vision plus inclusive du territoire et du patrimoine. ■

45. Hélène Bertheleu, « Reconnaissances situées et pluralisation du "nous" ... », *op. cit.* ; Evelyne Ribert, « Un public à la recherche de son histoire : les visiteurs d'une exposition sur l'immigration espagnole en France », in *Communications*, n° 100, 2017, pp. 165-181.

46. Notes de terrain. 47. Discours du maire lors de l'inauguration, notes de terrain.